

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE NYABIHANGA



PROVINCE MWARO

Mwaro, septembre 2006

TABLE DES MATIERES

Pages

TABLE DE MATIERE

ABREVIATIONS

PREFACE

INTRODUCTION

1

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE 2

1.1. Situation géographique 2

1.2. Organisation Administrative 4

1.3. Climat 4

1.4. Relief et hydrographie 4

1.5. Flore et faune 4

1.6. Géologie 4

1.7. Les sols

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE..... 5

2.1. Répartition de la population et densité 5

CHAPITRE III : AGRICULTURE 7

3.1. Système cultural 7

3.2. Situation actuelle des cultures 8

3.3. Facteurs de production 12

3.4. Intervenants 14

3.5. Contraintes et potentialités 15

CHAPITRE IV : ELEVAGE 16

4.1. Cheptel de la commune 16

4.2. Intervenants 18

4.3. Contraintes et potentialités 19

CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE	20
5.1. Pisciculture	20
5.2. Intervenants	20
5.3. Contraintes.....	20
CHAPITRE VI : FORETS	21
6.1. Les boisements artificiels	21
6.2. Déboisement	21
6.3. Productions des plans forestiers et agro-forestiers	22
6.4. Productions forestières	22
6.5. Intervenants	22
6.6. Contraintes	23
.....	
CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT	24
7.1. Industrie.....	24
7.2. Artisanat	25
7.3. Intervenants	25
7.4. Contraintes	26
CHAPITRE VIII : ENERGIE.....	26
8.1. Les combustibles ligneux	27
8.2. Contraintes, potentialités et perspectives	28
CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES	28
9.1. Commerce	29
9.2. Transport et communication	31
9.3. Les services	310
9.4. Tourisme	31
9.5. Intervenants	31
9.6. Contraintes	
CHAPITRE X : ACTION SOCIALE	32
10.1. Action sociale	32
10.2. Habitat	34
10.3. Intervenants.....	36
10.3. Contraintes	37

CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE	38
11.1. Données épidémiologiques	38
11.2. Médecine préventive (données sur la vaccination)	38
11.3. La prévention contre le VIH	39
11.4. La médecine traditionnelle	39
11.5. Situation des infrastructures sanitaires	40
11.6. Ressources humaines	42
11.7. Approvisionnement en eau	43
11.8. Les intervenants	45
11.9. Contraintes et potentialités	45
CHAPITRE XII : EDUCATION	47
12.1. Enseignement formel	47
12.2. Enseignement informel	50
12.3. Intervenants	51
12.4. Principales contraintes	51
CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT	52
13.1. Encadrement des jeunes	52
13.2. Sport	52
13.3. Culture	52
13.4. Intervenants	52
13.5. Contraintes	53
13.6. Perspectives	53
CHAPITRE XIV : JUSTICE	54
14.1. Services judiciaires	54
14.2. Justice gracieuse	54
.....	54
14.3. Intervenants	54
14.4. Contraintes	55
14.5. Perspectives	55
.....	57
CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	65
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	67
BIBLIOGRAPHIE	68
ANNEXES	

ABREVIATION

ABEC	: Association Burundaise des exportateurs de café
ACCOPE	: Association des Centres Communautaires de Pêche du Burundi
ASNS	: Appui au Service Non Structuré
BTC	: Burundi Tobacco Company
BAD	: Banque Africaine de Développement
BNDE	: Banque Nationale de Développement Economique
COGERCO	: Compagnie de Gérance de Coton
COTEBU	: Complexe Textile du Burundi
CPA	: Centre de Production Artisanale
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socio-Professionnelle
CERES	: Centre d'Encadrement et de Réinsertion des Enfants Soleil
COFIDE	: Compagnie de Financement et de Développement
CECM	: Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel
COPEL	: Conseil pour l'Education et le Développement
CAFOB	: Collectif des Associations Féminines et ONG du Burundi
COOPECS	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
DAP	: Diamonium Phosphate
DAPA	: Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DPAE	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
DLM	: Divisionnal Leaf Manager
ENPS	: Ecole Normale Supérieur Paramédical
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FPHU	: Fonds pour la Promotion de l'Habitat Urbain
GLT	: Green Leaf Threshing
ISABU	: Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
IEC	: Information Education Communication
MPDR	: Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction
	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OCIBU	: Office de Café du Burundi
OTB	: Office du Thé du Burundi

OPJ	: Officier de la Police Judiciaire
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des capacités des Communautés
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PAK	: Promotion Artisanale Kayanza
RDC	: République Démocratique du Congo
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficiente Acquise
SODECO	: Société de Déparchage et de Conditionnement du Café
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisations
TS	: Thé Sec
USAID	: United States of America for International Development
UNICEF	: United Nations International for Children Education Funds
UCODE	: Union Coopérative pour le Développement
VIH	: Virus d'Immuno Humaine

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune .

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

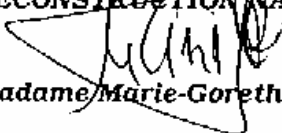
Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain,...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune Nyabihanga a une superficie de 143,44 km², ce qui représente 17% de la superficie de la province Mwaro et 0,52% de celle du pays.

Elle est située au Sud-Est de la ville de Mwaro, chef-lieu de la province. Son chef-lieu est Nyabihanga.

Elle est limitée :

- au Nord par la commune Ndava et la province Gitega (commune Giheta) ;
- au Sud par la commune Kayokwe ;
- à l'Est par la province Gitega ;
- à l'Ouest par la commune Ndava.

1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

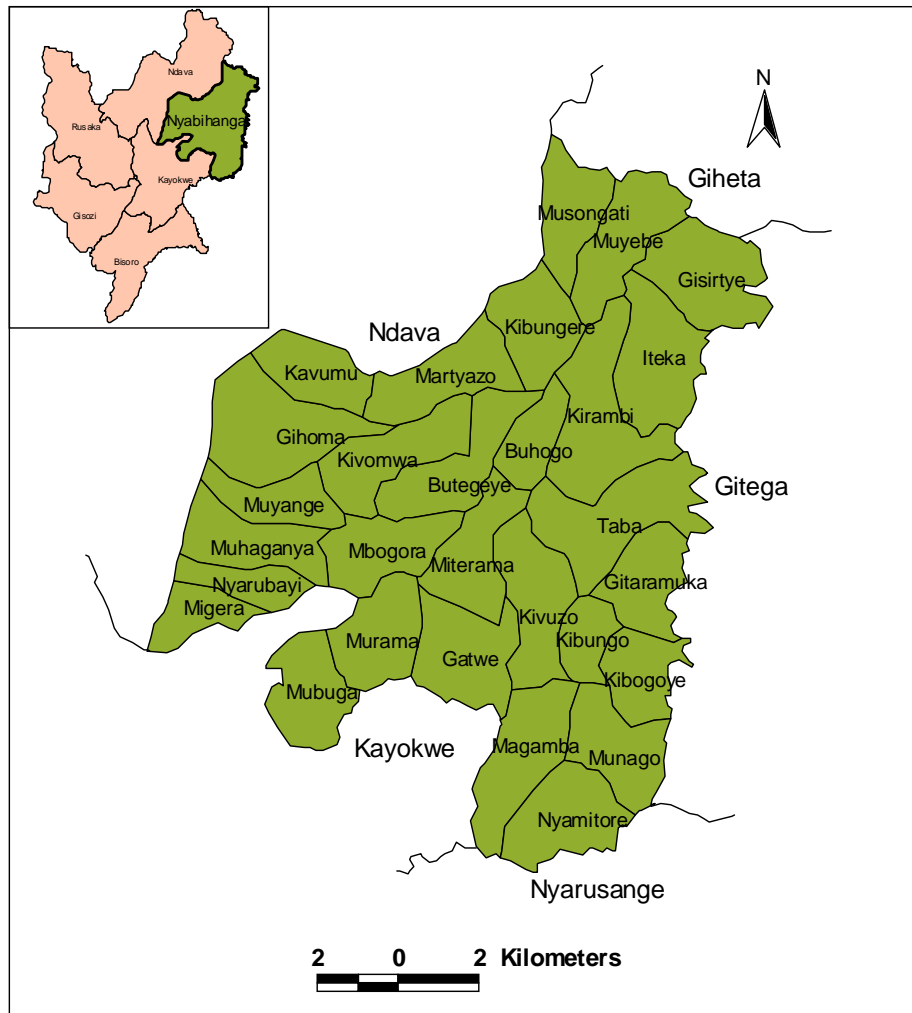
La commune est subdivisée en 3 zones et 29 collines de recensement.

Tableau 1.1 : Découpage administratif de la commune

Zones	Collines de recensement
1. Kibungere	1. Muyebe
	2. Musongati
	3. Gisitye
	4. Iteka
	5. Kibungere
	6. Matyazo
	7. Kirambi
	8. Buhoro
2. Muyange	9. Butegeye
	10. Mbogora
	11. Kivomwa
	12. Gihoma
	13. Kavumu
	14. Muyange
	15. Muhaganya
	16. Nyarubayi
	17. Migera
3. Nyabihanga	18. Gitaramuka
	19. Kibogoye
	20. Kibungo
	21. Kivuzo
	22. Taba
	23. Magamba
	24. Nyamitore
	25. Munago
	26. Miterama
	27. Gatwe
	28. Mubuga
29. Murama	
Total :	3 29

Source : Découpage administratif du Burundi/MININTER/UPP/
IFES/USAID/Décembre 2005

Carte n° 1 : Carte de découpage administratif



1.3. CLIMAT

La commune Nyabihanga s'étend dans toute sa totalité sur la région naturelle du Kirimiro

Le climat est du type tropical tempéré par l'altitude. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1.200 m avec une température moyenne annuelle variant entre de 19°C et 20°C.

1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE.

Le relief est accidenté. Il est caractérisé par une altitude variant entre 1500 et 2000 m avec des pentes relativement fortes sur le versant Est de Gihinga et le sommet de Magamba.. Le réseau hydrographique est important avec Ruvyironza comme grande rivière et beaucoup de ruisseaux

1.5. FLORE ET FAUNE

La végétation constituée par la savane avec un faible taux de couverture forestière. La faune dans la commune Nyabihanga est moins riche d'une manière générale. Elle est essentiellement constituée des oiseaux, rongeurs, reptiles et quelques gazelles en voie de disparition suite à la menace des activités agricoles.

1.6. GEOLOGIE

Les caractéristiques géologiques de la commune Nyabihanga sont identiques à celle de la province. Les formations géologiques de la commune Bisoro sont constituées de Quaternaire et du Burundien moyen. Ces formations sont composées respectivement des alluvions de fonds de vallées et des cuirasses et sols latéritiques, de formations de type Ngozi, Ruganza et Rukago.

Les données sur les minerais dans le sous sol de la commune n'existent pas. La prospection géochimique réalisée de 1977-1984 par la DGGM et le PNUD a révélé l'existence de certain minerais dans le sous sol de la province de Mwaro. Cependant, les informations sur la localisation de ces minerais n'ont pas été fournies par la DGGM.

1.7. LES SOLS

Les sols de la région naturelle Kirimiro sont argileux et relativement fertiles. Ces sols sont des sols ferrallitiques ou ferrugineux.

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

La commune Nyabihanga couvrant une superficie de 143,44 km², regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 49410 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population.

Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles, qui sont des estimations faites d'année en année.

2.1. Répartition de la Population et densité

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette province. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différents intensités d'occupations.

La population de la commune Nyabihanga est estimée à 58216 habitants en 2005, soit 23,51% de la population la province Mwaro et 0,80% de celle du pays. La densité est de 406 hab/km². La population de la commune est composée en majorité par des jeunes de moins de 25ans qui représentent 65% de sa population. (cfr tableau 2.1).

Tableau 2.1 : Population par tranches d'âges en 2005 de la commune

Groupes D'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	5588	5640	10420
5-9	4749	4808	8402
10-14	3332	3505	6351
15-19	2347	2748	5092
20-24	2009	2650	3955
25-29	1756	2401	3747
30-34	1815	2291	3436
35-39	1400	1673	2761
40-44	850	1010	1766
45-49	525	923	1384
50-54	589	861	1573
55-59	507	673	1059
60-64	407	594	995
65-69	387	478	689
70-74	317	383	702
75-79	211	252	442
80 +	234	303	672
Total	27023	31193	58216

Source : MININTER/DPP /Avril 2006

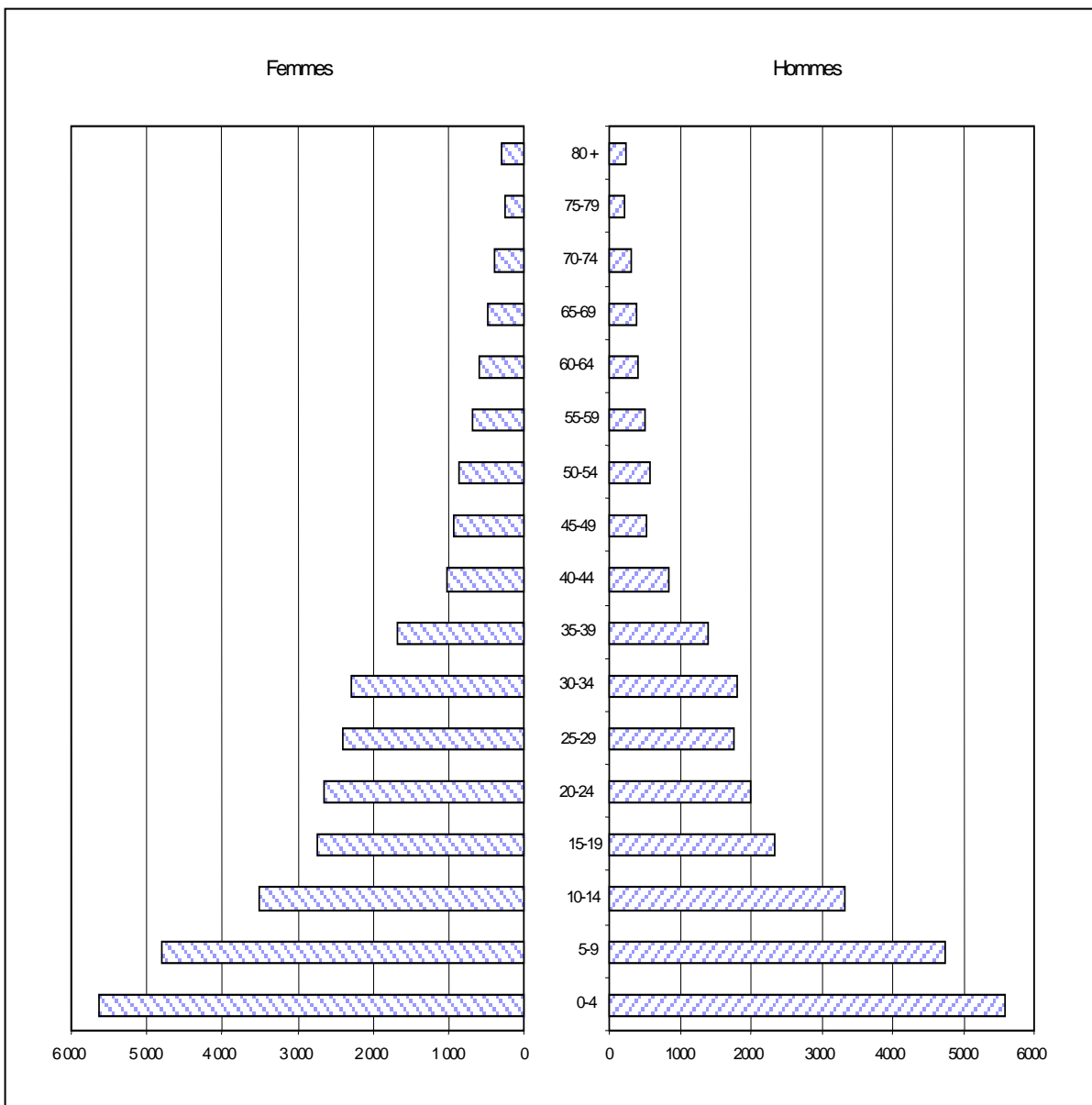
Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 62216 habitants, une augmentation de 4000 personnes (6,87%) par rapport à 2005.

Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population de la commune Nyabihanga

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								
Nyabihanga	56798	57542	53446	59060	59833	60617	61411	62216
Total province	241295	244456	247589	250904	254189	257519	260893	264311

Source : MININTER/DPP/Avril 2006

Figure n°1 : Pyramide des âges de la population en 2005



CHAPITRE III : AGRICULTURE

L'agriculture dans la commune Nyabihanga constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie descente à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la province.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales très petites n'excédant pas 40 ares.

Soumise aux aléas climatiques, les rendements restent faibles malgré l'utilisation des fertilisants et des produits phytosanitaires.

3.1. SYSTEME CULTURAL

Le système cultural dans la province est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre à décembre. La seconde, « Urushana » correspond à la grande saison des pluies et va de janvier à juin.

Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En fin septembre les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpette, à la hache, les tiges sèches de maïs, du sorgho et de manioc sont brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier. Puis vient le labour à la houe dès la première pluie. Ensuite les paysans sèment. Le manioc est planté en association avec le haricot et le maïs; le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre deux ans sur le champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de janvier, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, sorgho, patate douce, arachide, pois éleusine. Les récoltes se terminent en juin, juste avant la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.

3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES

Les cultures cultivées dans la commune sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

3.2.1. Cultures vivrières

Les principales cultures vivrières de la commune Nyabihanga sont : la banane, le haricot le manioc, la patate douce, la pomme de terre, le maïs, le sorgho l'arachide et le soja, courge, niébé, pois cajan.

D'autres cultures comme la colocase, l'éleusine sont cultivées à faible échelle.

La pratique culturale est de type traditionnel avec une prédominance de cultures en association.

Le tableau n°3.1 et le graphique n°1 indiquent l'évolution des productions des cultures vivrières de 2001-2005.

3.2.1.1. Bananier

Le bananier est planté simplement par bouturage en octobre-novembre et l'entretien se fait en fin de grande saison sèche. La récolte a lieu toute l'année, mais diminue en morte saison et en début de la petite saison des pluies. Cette plante joue un rôle très important car elle produit, outre les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « urwarwa » très prises dans la commune. Sa production moyenne est estimée à 25.172 tonnes, soit 50,54% des productions vivrières de la commune. Le bananier est la première culture vivrière de par sa production dans la commune

3.2.1.2. Patate douce

La patate douce se cultive sur toute l'étendue de la province d'octobre à avril et la récolte s'étale de février à août. Dans les marais, les plantations se font en juin-juillet pour une récolte en octobre-novembre, au moment de la soudure.

Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune et de la province.

La production moyenne de la patate douce est estimée à 13816 tonnes, soit 28% de la production vivrière de la commune et vient en deuxième position.

3.2.1.3. Manioc

Le manioc est cultivé dans toutes les collines de la commune. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes après deux ans se déroulent aussi toute l'année, à mesure des besoins. Le champ sert de grenier.

Le manioc est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « bugali », sous forme de tubercules épluchés bouillis ou cuits sous cendre et les feuilles sous forme de légume « isombe ».

Sa production moyenne est évaluée à 7601 tonnes. Le manioc occupe la troisième place des vivriers de la commune.

3.2.1.4. Maïs

Le maïs est toujours cultivé en association avec le haricot. Sa production moyenne est évaluée à 1.712 tonnes. Le maïs occupe la quatrième place des cultures vivrières de la commune.

3.2.1.5. Haricot

Le haricot est cultivé deux à trois fois par an dans toute la province, en petites et grandes saisons des pluies, puis au cours de la morte saison en marais pour assurer la soudure en octobre. Sa production moyenne est estimée à 1.536 tonnes dans la commune. Le haricot est presque toujours semé sous le maïs et cultivé dans les marais.

3.2.1.6. Pomme de terre

La pomme de terre est également l'un des aliments de base de la population. Elle procure aussi de revenus substantiels aux paysans. Sa production moyenne est de 224 tonnes par an dans la commune.

3.2.1.7. Arachide

La production de l'arachide est estimée à 23 tonnes en 2005 dans la commune. Une partie de la production est utilisée pour la fabrication de l'huile et la auto consommation.

3.2.1.8. Soja

La culture du soja est très récente dans la commune. Les ménages l'utilisent sous plusieurs formes dans leur alimentation. Sa production est de 8 tonnes.

3.2.1.9. Sorgho

La culture du sorgho est récente dans la commune. Sa production est estimée à 14 tonnes en 2005. Toute cette production est destinée à l'auto consommation. Le sorgho est utilisé pour la préparation de bouillie et de la bière locale.

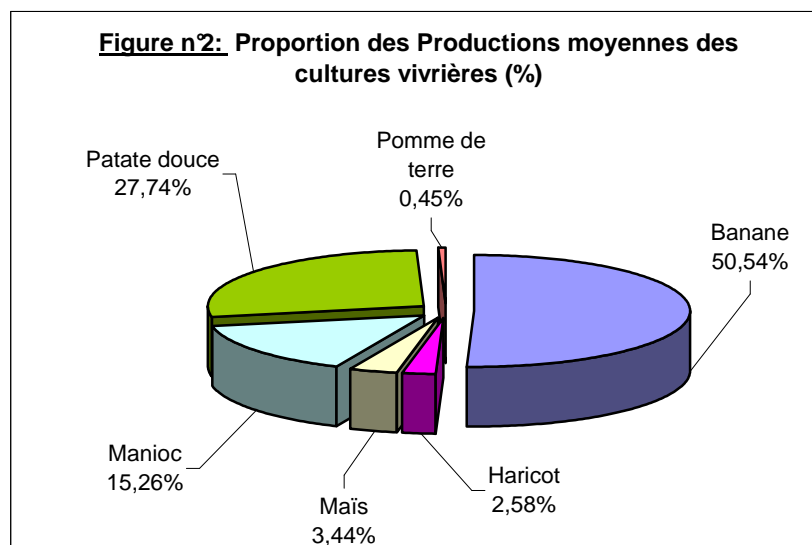
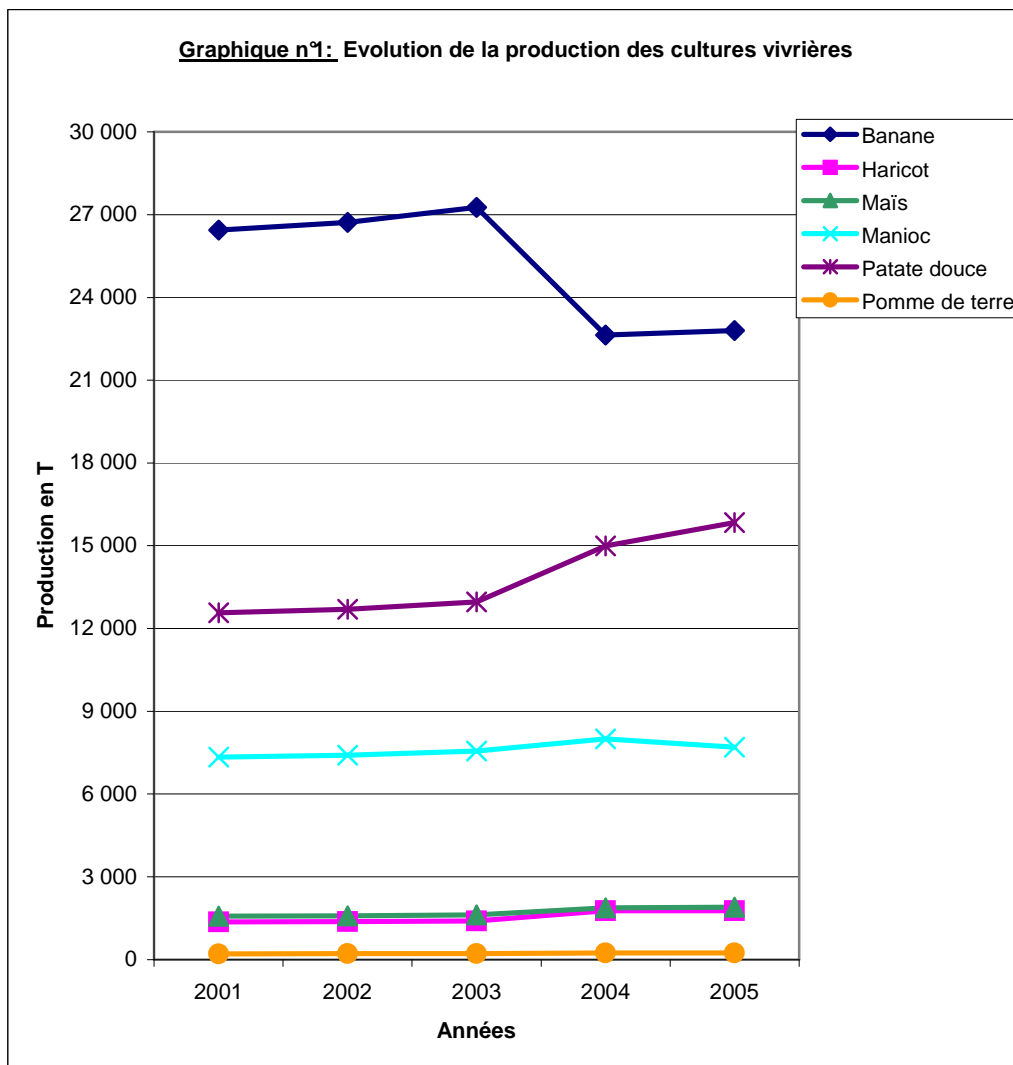


Tableau 3.1 : Evolution des différentes spéculations agricoles 2001-2005 en tonnes

Années	2001	2002	2003	2004	2005	Produc. Moyenne Totale	Prop. %
Banane	26.442	26.716	27.261	22.640	22.800	25.172	51%
Haricot	1.362	1.376	1.404	1.770	1.770	1536	3%
Maïs	1.572	1.588	1.620	1.880	1.900	1.712	3%
Manioc	7.335	7.410	7.561	8.000	7.700	7.601	15%
Patate douce	12.574	12.703	12.962	15.000	15.840	13.816	28%
Pomme de terre	210	212	216	240	240	224	0%
Prod. Totale Annuelle	49.495	50.005	51.024	27.330	28.050	50061	100%

Source :DPAE/Mwaro/Mars2006



3.2.2. Cultures de rente

Les cultures de rente cultivées dans la commune sont le café, le tabac, la canne à sucre et l'ananas.

3.2.2.1. Cafèier

Le cafèier est cultivé dans la commune par des paysans qui possèdent leurs plantations familiales. Ce sont de petites exploitations familiales qui possèdent chacune quelques pieds de cafiers, sur une parcelle de taille modeste, qui n'excède pas 400 m². Deux types de café apparaissent sur les plantations : le café arabica e le café robusta

Le café procure à chaque famille paysanne l'essentiel de ses revenus monétaires.

La commune se trouve dans la région d'encadrement de la SOGESTAL Kirimiro. Les cafèiculteurs de la commune sont encadrés et appuyés par la SOGESTAL Kirimiro. Cette société met à la disposition des cafèiculteurs les intrants et les petits matériels cafèiques à crédit ou payés au comptant.

Le café arabica, parasité par de nombreux insectes, demande de traitements suivis dont le paysan ne dispose pas les moyens.

Les rendements sont variables selon les zones. Les statiques sur la production cafèière de la commune sont prises en compte dans la production totale de la province. D'après la DPAE/Mwaro, on estime à 2.609.360 pieds de cafiers dans les plantations de la commune. Des sources du Département Agronomique de l'OCIBU, la production cafèière de la province est de 1.046.949 kg en 2005.

3.2.2.2. Tabac

Selon la DPAE/Mwaro, la superficie emblavée de tabac est d'un hectare (1ha) et la production est estimée à 0,7 tonnes dans la commune en 2005. Les plantations de tabac sont des petites exploitations familiales.

3.2.2.3. Canne à sucre

La DPAE/Mwaro évalue la superficie emblavée de canne à sucre à 10 ha et sa production à 1500 tonnes dans la commune.

3.2.2.4. Ananas

Les plantations d'ananas sont aussi des petites exploitations familiales. La superficie emblavée est estimée à 3 ha et la production à 30 tonnes dans la commune. Une grande partie de cette production est vendue sur les marchés de la commune et de la province.

3.2.3. Cultures fruitières

Les plantations fruitières dans la commune sont les orangers, les mandariniers, les citronniers, les avocatiers, les papayers et les manguiers.

Selon la DPAE/Mwaro, l'avocatier occupe la première place avec 40.000 pieds et une production de 17.000 Tonnes d'avocats. (cfr. Tableau 3.2).

Les plantations fruitières sont de petites exploitations familiales non loin des habitations. La grande partie des productions fruitières est vendue par les paysans.

Tableau 3.2 : Production Fruitière en 2005

Cultures fruitières	Nombre de pieds	Production (Tonnes)
Orangers	30	0,6
Mandariniers	4	0,08
Citronniers	27	1,3
Avocatiers	40.000	17.000
Papayers	25	0,250
Manguiers	700	70

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.2.4. Cultures maraîchères

Les maraîchères cultivées dans la commune sont : tomate, oignon, choux, carotte, aubergine et poivron.

Le tableau ci-dessous indique les superficies et les productions des différentes cultures maraîchères dans la commune. Les cultures maraîchères procure à chaque famille paysanne des entrées d'argent ; car presque toutes les productions sont commercialisées.

Tableau 3.3 : Production maraîchère en 2005

Cultures maraîchères	Superficie (ha)	Production (Tonnes)
Tomates	2,7	50
Oignons	1	20
Choux	40	1050
Carottes	0,05	0,7
Aubergines	17	425
Poivrons	0,02	0,4

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.3. FACTEURS DE PRODUCTION

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (Semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires.....).

3.3.1. Disponibilité des terres

La commune Nyabihanga dispose de 8 marais : Ndeberi, Nyamuhunga, Kigazo, Kajozi, Kayokwe, Ruvyironza, Nyabaroga et Nyantore ; d'une superficie totale de 271 ha tous non aménagés mais qui se prêtent à l'aménagement.

3.3.2. Main-d'œuvre

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation.

Le mode familial utilise la main d'œuvre familial, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semailles contre les oiseaux. L'homme s'occupe de défricher, de houer, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches, lorsque la famille possède. La femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. A côté de la famille au sens strict, parents éloignés, voisins, amis, participent au travail des champs. C'est un aspect de solidarité, mais disparaît, remplacé par le salariat agricole. Celui-ci, toujours temporaire, se pratique au moment des labours, des sarclages ou des récoltes.

Les salaires varient selon les zones, auxquels il convient d'ajouter le repas de midi. La main-d'œuvre salariée est un luxe que seul un nombre restreint de paysans peut payer.

Le fermage, enfin, occupe une place limitée. Trois formes de fermage sont pratiquées :

- un paysan loue chez un voisin un champ approprié à une culture, qu'il ne peut pas faire sur ses propres terres ;
- le paysan qui ne possède assez de terres loue quelques parcelles ;
- le paysan qui ne possède pas assez de terres, donne à son propriétaire une redevance en nature.

3.3.3. Intrants agricoles

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires ...

3.3.3.1. Les semences et les boutures

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Ces semences pour la plupart sont de mauvaise qualité réduisant ainsi le rendement.

Il y a un centre semencier à Nyabibugu avec 14ha exploités par des associations.

3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour le caféier avec l'appui de la société SOGESTAL qui gère cette filière.

3.3.4. Equipements et Outils agricoles

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale.

Avant les semailles, les champs, sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga). Le labour se fait à la houe de fabrication locale (indundi) ou importée (iposhoro). La houe reste l'outil de base. L

Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers (ibiseke ou inKangara).

3.3.5. Encadrement technique et vulgarisation agricole

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole sont assurés par un seul agronome communal. Celui-ci ne dispose pas de moyens conséquents pour mener efficacement ses activités. Le manque d'un moyen de transport pour l'agronome communal est un blocage total de l'encadrement technique et la vulgarisation agricole ; car les visites dans les collines de la commune est impossible.

3.3.6. Financement agricole

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs :

- la société de gestion de filière café : SOGESTAL Kirimiro
- accordent aux cultivateurs différents intrants sous forme de crédits ;
- des organismes Internationaux et ONGs interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- la banque BGF et la COOPEC (institution de micro finance) interviennent dans l'octroi des crédits agricoles aux agriculteurs.

L'évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la province.

Il s'agit de :

- la FAO, les ONGs et les projets qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- les banques commerciales, notamment la BGF et les COOPECs interviennent dans l'octroi des crédits aux populations de Mwaro dont les crédits agricoles.

3.4. INTERVENANTS

Les intervenants dans l'agriculture ne sont pas nombreux à l'instar des autres secteurs de la province sauf FAO, PAM, SOLIDARITES et le Projet PRASAB de la Banque Mondiale.

Tableau 3.4. : Liste des intervenants en agriculture dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
FAO	Toute la commune	Royaume de Belgique et Hollande	Appui en semences de qualité	Population vulnérable, associations et centres semenciers
PRASAB	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui en semences de qualité et intrants agricoles	Organisations de Producteurs (OP's °
SOLIDARITES	Toute la commune	Union européenne	Appui en semences de qualité et intrants agricoles	8 groupements d'agriculteurs
TWITEZIMBERE	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui en semences maraichères	Population ayant des enfants de moins de 6 ans
PAM	Toute la commune		Aide d'urgence	Population vulnérable

Source : DPAAE/Mwaro/Mars 2006

3.5. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

3.5.1. Contraintes

- exigüité des terres ;
- manque de semences de qualité ;
- manque d'intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies ;
- conjoncture internationale des prix défavorable.

3.5.2. Potentialités

- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles.

CHAPITRE IV : ELEVAGE

L'élevage dans la commune Nyabihanga, tout comme dans la province Mwaro, est sans doute est un support très important dans la production agricole mais son rendement reste faible.

Les pratiques pastorales sont traditionnelles. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants.

4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles. Le tableau 4.1 et le graphique n°2 indiquent l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la DPAE.

4.1.1. Cheptel bovin

Il est l'un des plus important dans la commune, tant par le nombre que par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin compte 7397 têtes dont 1200 têtes de race améliorée, soit 16%. Il a connu un accroissement de 211% de 2001 à 2005.

Cet élevage est tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère.

4.1.2. Ovins

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbarin à grosse queue. Le cheptel ovin est évalué à 3574 têtes. Il a augmenté de 44% ces cinq dernières années. Ils ne fournissent pas du lait.

4.1.3. Caprins

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. Le cheptel caprin est évalué à 12058 têtes dans la commune. Le cheptel caprin occupe le premier rang en terme de nombre. L'effectif du cheptel a connu une hausse de 76% de 2001 à 2005.

4.1.4. Porcins

Le cheptel porcine de la commune est composé de 2947 têtes dont 1430 d'animaux améliorés et 1517 d'animaux locaux. Cet élevage reste faible et s'accroît lentement dans la commune, malgré une augmentation de l'effectif de 79% ces cinq dernières années ; pourtant il est facile par sa rusticité, une alimentation à faible frais (utilisation des déchets domestiques) et les revenus monétaires qu'il procure.

4.1.5. Volailles

Les volailles ne font pas l'objet d'un véritable élevage, elles sont libres autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période des récoltes elles restent enfermées ou bien sont vendues.

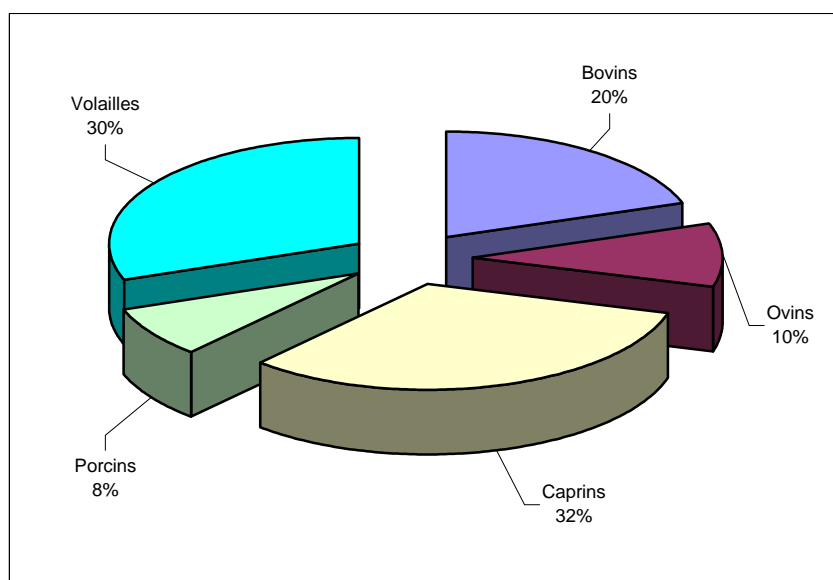
Les volailles ont été estimées à 11394 têtes dans la commune. Elles sont toutes de race locale. Leur effectif a augmenté de 185% de 2001 à 2005.

Tableau 4.1 : Evolution des espèces animales (2001-2005)

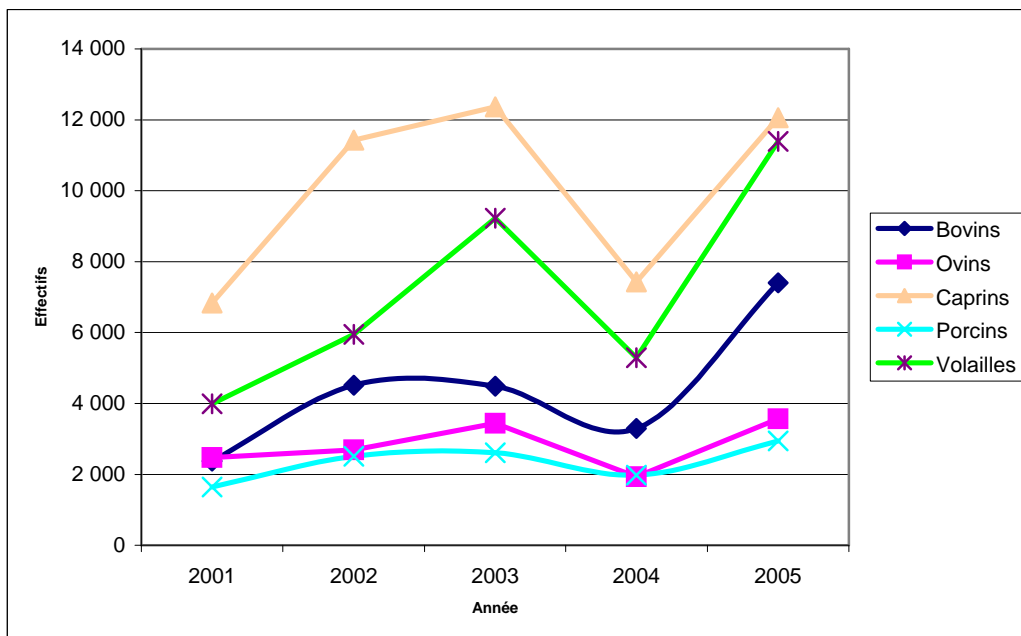
Années \ Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Bovins	2.376	4.517	4.489	3.303	7.397	5.021	211
Ovins	2.482	2.693	3.443	1.935	3.574	1.092	44
Caprins	6.835	11.427	12.372	7.424	12.058	5.223	76
Porcins	1.650	2.511	2.611	1.985	2.947	1.297	79
Volailles	3.992	5.954	9.225	5.293	11.394	7.402	185

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

Figure n°3 : Proportion des effectifs par espèce en 2005



Graphique n°2 : Evolution des effectifs par espèce de 2001 -2005



Les infrastructures d'appui au secteur dans la commune sont :

- le Centre de santé vétérinaire public de Nyakaraye, qui est en mauvais état et non fonctionnel ;
- deeping tank public de Nyakaraye en mauvais état et non fonctionnel ;
- les couloirs d'aspersion privés de Nyabihanga, Mbogora et de Kibungere, qui sont en bon état et fonctionnels ;
- deux (2) pharmacies vétérinaires privées à Nyabihanga centre et à Mbogora en bon état et fonctionnelles ;
- aire d'abattage public à Nyabihanga centre, qui est en bon état et utilisée régulièrement.

Il existe un seul marché de vente de caprins, d'ovins de volailles et de lapin. Toutefois, les bovins et les porcs sont vendus entre éleveurs ou au marché de Gitega. Les animaux vendus sur pieds au cours de cette année sont estimés par espèce à : 240 bovins, 1312 ovins, 7274 caprins et 2340 porcins.

Le nombre d'animaux abattus pour la production de viande par espèce est de : 108 bovins, 237 ovins, 3526 caprins et 1118 porcs.

4.3. INTERVENANTS

Ce secteur a été laissé à lui-même après la fermeture du projet DAPA. Ce sont les pisciculteurs eux-mêmes qui se débrouillent.

Le véritable intervenant potentiel est CD/CARITAS via le projet PRASAB

4.4. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

4.4.1. Contraintes

- manque de pâturages ;
- manque du personnel d'encadrement et des moyens logistiques ;
- manque d'infrastructures d'appui ;
- manque des travaux relatifs à l'amélioration générique ;
- manque de recyclage.

4.4. 2. Potentialités

- climat favorable à l'élevage ;
- maîtrise du système d'élevage par les paysans éleveurs.

4.4.3. Perspectives

- Relancer l'encadrement ;
- Construire et réhabiliter les infrastructures d'élevage ;
- Promouvoir les cultures fourragères ;
- Vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires ;
- Recycler les vétérinaires et les A.I.V. ;
- Relancer les activités d'insémination artificielle ;
- Mettre les taureaux géniteurs tout près des éleveurs.

CHAPITRE V : PÊCHE ET PISCICULTURE

La pêche n'est pas pratiquée dans la commune.

5.1. PISCICULTURE

D'après les informations recueillies à la DPAE de Mwaro, la pisciculture est pratiquée dans la commune dans 2 étangs piscicoles dans les zones de Kibungere et Muyange par des paysans. Chacune de ces zones compte 1 étang piscicole respectivement d'une superficie de 3ares et 5 ares. Ces étangs sont empoissonnés de Tilapia. Cette production piscicole est entièrement destinée à l'autoconsommation. Il est difficile de chiffrer la production piscicole annuelle.

5.2. INTERVENANTS

L'Etat est le seul intervenant dans ce secteur.

5.3. CONTRAINTES

- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ;
- méconnaissances des techniques piscicoles ;
- une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
- manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- facteurs de production insuffisants ;
- manque de financement.

CHAPITRE VI : FORÊTS

Il n'existe pas de forêts naturelles dans la commune de Nyabihanga. Mais on trouve des boisements artificiels.

6.1. LES BOISEMENTS ARTIFICIELS

Le tableau 6.1 présente la situation des boisements artificiels dans la commune. Les boisements artificiels dans la commune appartiennent à l'Etat et aux privés (individus). Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi) et le Callitris. La superficie boisée est de 1592 ha dont 1203,9 ha soit 75,62% appartenant aux privés et 388 ha, soit 24,38 % appartenant à l'Etat. Les collectivités n'en disposent pas.

La zone Nyabihanga est la plus boisée de la commune avec 713,7 ha, soit 44,83 % suivie de la zone Muyange avec 709,7 ha soit 44,60% puis la zone Kibungere moins boisée avec 168,3 ha, soit 10,57 % de la superficie boisée de la commune.

Tableau 6.1. : Inventaire des boisements artificiels

Zones	Boisements artificiels en Ha		
	Etat	Privés	Total
Kibungere	45,1	123,3	168,4
Nyabihanga	156,5	557,2	713,7
Muyange	186,5	523	709,9
Total Commune	388,1	1203,9	1592

Source : Service de l'Environnement/Mwaro/Mars 2006

6.2 . DEBOISEMENT

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste actuellement une à diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt.

La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes de l'échange : baisse du cours des produits tropicaux et hausse de celui les produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage la situation des paysans. Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires. Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires. Aussi l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusivement, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.

La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits de forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la province.

La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS

Les groupements de pépiniéristes produisent des jeunes plants qu'ils vendent aux privés. Selon le Service de l'Environnement de Mwaro, ces groupements ont produit et vendus 750 000 jeunes plants en 2005. Dans la zone Nyabihanga, les pépiniéristes ont produit et vendu 400 000 jeunes plants, à Muyange : 200 000 et à Kibungere : 150 000.

Le prix de vente d'un plant est 30 fbu. Les recettes totales faites sont de 22.500.000 fbu ; permettant ainsi aux membres de ces groupements d'améliorer leurs conditions de vie.

6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches), le charbon, et le bois de chauffe. Les données statistiques sur les quantités de ces produits n'existent pas.

6.5. INTERVENANTS

Peu d'intervenants sont identifiés dans le secteur des forêts : la FAO, le PAM, et le projet PRASAB de la Banque Mondiale. Deux collectifs d'associations travaillent aussi dans ce domaine : CAREPD et ENVIRON PROPRES.

Tableau 6.2. : Intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
PREBU	Toute la commune	Union européenne	Production des plants forestiers	Groupements associatifs
PRASAB/CD CARITAS	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui dans l'aménagement des bassins versants et dans la production des plants forestiers	Organisations Communautaires à la base (OCB's)
PAM	Toute la commune	PNUD	Production des plants forestiers	Groupements associatifs

Source : IPF Mwaro/Mars 2006

6.6. CONTRAINTES

Les contraintes dans le secteur de divers ordres :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des semences pour les pépiniéristes.
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique de feu d brousse.

6.6.2. Perspectives

- renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts ;
- Renforcer les capacités du personnel ;
- Former des pépiniéristes communautaires ;
- Disponibiliser les semences pour les pépiniéristes ;
- Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et des feux de brousse ;
- Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement.

CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

La commune Nyabihanga à l'instar de la province, ne dispose d'aucune industrie. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

Cependant, il existe dans la commune deux usines de traitement des produits agricoles. Il s'agit des usines de dépulpage, de fermentation et de séchage du café à Mbogora et Kibungere. Le produit fini de ces usines est le café Fully washed.

A la carence de l'industrie s'oppose un artisanat dynamique dispersé dans la commune. L'artisanat s'exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont les production

7.2. ARTISANAT

7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat de production, artisanat de service et artisanat d'art.

7.2.1.1. Artisanat de production

On dénombre 322 unités d'artisanat de production dans la commune. Ce type d'artisanat est pratiqué en grande partie par des individus ; il existe peu de groupements. Les principales unités représentées sont la poterie avec 52%, la menuiserie avec 16%, la briqueterie, la tuilerie et le carrelage 9%.

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux car, aucune d'entre elles n'exporte sa production en dehors des limites provinciales.

Tableau 7.1 : Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Menuiserie	54	57
Briqueterie	30	75
Tuilerie	30	108
Carrelage	30	104
Poterie	168	168
Vannerie et Tissage	2	2
Forge	8	15
Total Commune	322	529

Source : Coordination des métiers de la province de Mwaro/Mars 2006

7.2.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est rencontré dans les chefs-lieux des zones de la commune. Il est généralement propriété privée des artisans. Les principaux métiers de ce type d'artisanat sont la couture (42%) et la cordonnerie avec 37%.

Tableau 7. 2 : Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Couture	30	30
Mécanique	12	32
Cordonnerie	26	26
Coiffure	3	3
Total Commune	71	91

Source : Coordination des métiers de la province de Mwaro/Mars 2006.

7.2.1.3. Artisanat d'art

D'après le service de la coordination des métiers de la province de Mwaro, cette catégorie d'artisanat n'est pas développée dans la commune. Seule la peinture est pratiquée dans la commune par des personnes privées.

7.3. INTERVENANTS

Il n'existe pas de véritables intervenants dans ce secteur sauf quelques initiatives comme :

- les artisans et autres promoteurs privés ;
- l'Etat du Burundi à travers les ministères qui ont à leur sein des actions liées à l'artisanat et projets artisanaux ;
- les confessions religieuses et collectivités locales.

7.4. CONTRAINTES

Le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaire appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- l'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- l'inadéquation production écoulement des produits artisanaux ;
- l'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public.

CHAPITRE VIII : ENERGIE

La commune Nyabihanga, à dominante agricole traditionnelle couvre tous ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux ; car elle n'est pas électrifiée. Le pétrole est un privilège de quelques ménages semi urbains.

8.1. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la commune. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- interdiction de couper le bois vert.

8.2. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

8.2.1. Contraintes

- Insuffisance des ressources financières de la DGHHER et la REGIDESO ;

8.2.2. Potentialités

Le réseau hydrologique de la commune constitue un atout majeur pour la promotion et le développement du secteur énergie.

8.2.3. Perspectives

Les actions à mener dans le secteur de l'électrification rurale et des énergies alternatives sont les suivantes :

- actualiser le plan directeur de l'électrification rurale ;
- informer les ménages ruraux sur la technologie du biogaz et mettre sur pieds des systèmes de financement des installations en faveur des demandeurs.

CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES

Le secteur commerce et des transports joue un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

9.1. COMMERCE

Dans la commune Nyabihanga, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, de transformations des du bois, les produits artisanaux locaux et les produits Les marchés ruraux constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs.

Par ailleurs, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

9.1.1. Marchés ruraux

La commune compte 2 marchés ruraux non aménagés qui s'animent en plein air.

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d'une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l'argent en vue d'acheter le minimum indispensable de produits manufacturés.

Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés. Ils servent aux échanges des produits agricoles, d'élevage, d'artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d'approvisionnement de produits agricoles ou d'élevage des villes.

Les recettes communales annuelles sont :

2001 : 3002730 Fbu;

2002 : 1929250 Fbu;

2003 : 3071300 Fbu;

2004 : - ;

2005 : 4438120 Fbu.

Tableau 9.1: Marchés de la commune

Communes	Localité	Marchés			Jours d'animation
		Aménagés	Non aménagés	Total	
Nyabihanga	Nyabihanga centre		x	2	Mercredi, vendredi et dimanche
	Mbogora		x		Jeudi

Source : Administration communale/Nyabihanga

9.1.2. Commercialisation des produits agro-industriels

Le produit agro-industriel commercialisé est le café.

9.1.2.1. Commercialisation du café

Depuis la libéralisation de la commercialisation du café, de nombreux commerçants interviennent dans l'achat de ce produit auprès des paysans producteurs. C'est ainsi que la SOGESTAL et les commerçants agréés achètent du café dans la province au cours d'une campagne nationale d'achat.

9.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

9.2.1. Réseau routier

La commune souffre d'un retard en équipements et infrastructures de liaison, bloquant ainsi le développement de toute activité économique. Le réseau routier constitue la principale infrastructure de communication dans la commune. La commune compte 17 pistes rurales, d'une distance totale de 167km en terre latéritique ; leur praticabilité est très médiocre. Il est pratiquement impossible d'accéder à certaines localités de la commune, même en saison sèche. Ces pistes relient la commune à d'autres communes de la province.

Le mauvais état des pistes rurales constitue un facteur qui rend difficile le drainage des produits agricoles, occasionnant par là des pertes énormes.

Ce réseau routier se double d'un lacs dense de sentiers, très utilisés pour les déplacements vers les marchés ruraux.

9.2.2. Les moyens de transport

Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises.

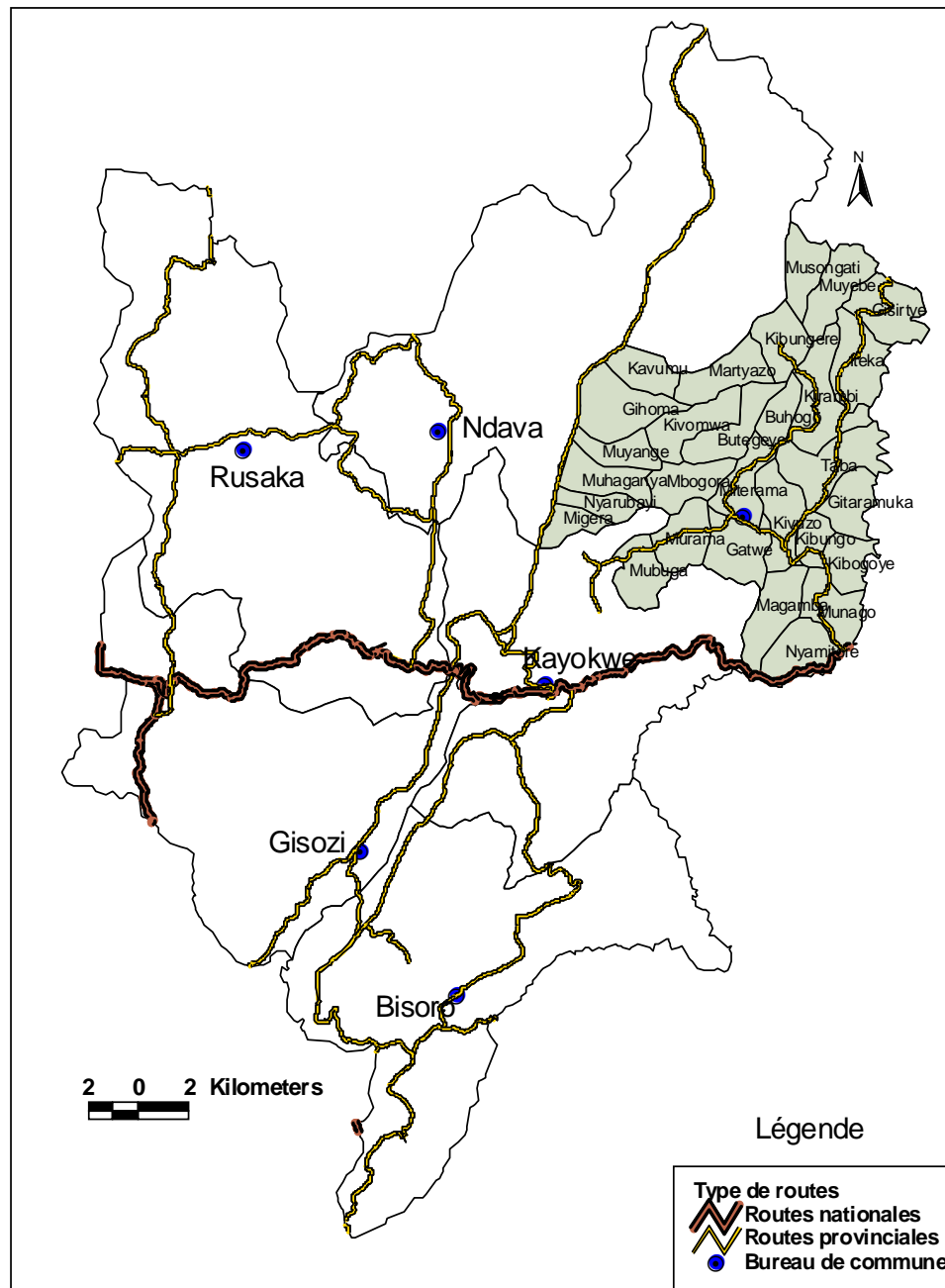
Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide des récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage. Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête.

Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les zones rurales les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la commune.

Carte n°2 : Réseau routier de la commune



9.3. LES SERVICES

9.3.1. Les institutions financière

Il existe des antennes des organisations de micro finances : la C.C.I. (Caisse Coopérative Indépendante) et la COOPEC à Nyabihanga. Ces antennes appuient l'épargne et octroient de petits crédits aux organisations paysannes pour leurs activités génératrices de revenus.

9.3.2. Postes et Télécommunications

Dans la commune de Nyabihanga, il n'existe pas bureau postal de même que les communications téléphoniques. La commune n'est pas aussi couverte par les réseaux de la téléphonie mobile.

9.4. TOURISME

La commune Nyabihanga ne dispose d'aucun site touristique. Il y a un seul hôtel d'une capacité de 4 chambres au chef-lieu de la commune à Nyabihanga.

9.5. INTERVENANTS

Tableau 9.2 : Intervenants dans la commune en matière de commerce et services

Organisation	Lieu d'intervention	Baillleurs	Interventions	Bénéficiaires
ABP	Toute la commune	Etat du Burundi	Couverture médiatique des événements remarquables	La population en général
OTRACO	Sur la route Bujumbura-Gisozi	Etat Burundais	Transport en commun des personnes	La population en général

Source : Administration Communale/ Nyabihanga/Mars 2006

9.6. CONTRAINTES

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales,
- manque des services de postes et télécommunications.

CHAPITRE X : ACTION SOCIALE

10.1. ACTION SOCIALE

10.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

Cependant, on dénombre 6003 enfants orphelins de père et de mère dans la commune dont 420 enfants orphelins de guerre, 703 enfants orphelins du Sida et 4880 enfants orphelins naturels. Il existe 15 enfants dans la rue dont 8 dans la zone Kibungere mais pas d'enfants de la rue.

La zone Nyabihanga compte plus enfants orphelins et vient en première position avec 2888 enfants en difficulté, soit 48%, suivie de la zone Muyange avec 1689 enfants orphelins (28%) ; la zone Kibungere vient en dernière position avec 1426 enfants orphelins (24%).

Le nombre d'enfants chefs de ménage est de 212, celui d'enfants indigents 1059 dans la commune.

Tableau 10.1 : Situation des enfants en difficultés et des orphelins dans la commune

Zone	Nbre d'enfants Sinistrés de guerres	Nbre d'enfants dans la rue	Nbre d'enfants orphelins de père et de mère				Nbre d'enfants Chefs de ménage	Nbre d'enfants indigents
			de guerre	du sida	Naturelle	Total		
Kibungere	12	8	100	222	1104	1426	61	298
Nyabihanga	6	3	188	250	2450	2888	54	451
Muyange	5	4	132	231	1326	1689	97	310
Total Commune	23	15	420	703	4880	6003	212	1059

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

10.1.2. Victimes de violences

Dans la commune, on a recensé 12 cas de violence sexuelle répartis respectivement comme suit :

- 8 cas de femmes dont 1 cas pris en charge;
- 2 cas de filles ;
- 1 cas d'hommes ;
- 1 cas de fillettes.

10.1.3. Veuves, mères célibataires et indigents

Les veuves et mères célibataires recensées connaissent des difficultés de survie.

Tableau 10.2 : Situation des veuves, mères célibataires et des indigents.

Zone	Nbre de veufs appuyés			Nbre de veufs à appuyer			Nbre de mères célibataires	Nbre d'indigents		
	H	F	Total	H	F	Total		H	F	Total
Kibungere	19	187	206	40	522	562	67	94	474	568
Nyabihanga	24	42	66	71	205	276	119	274	632	906
Muyange	30	209	239	50	325	375	90	72	371	443
Total Commune	73	438	511	161	1052	1213	276	440	1477	1917

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

- Veufs

86% des 1724 veufs de la commune sont des femmes (1490) dont 29% sont assistées. La zone Kibungere vient en première position avec 768 veufs.

- Mères célibataires

La zone Nyabihanga vient en tête avec 119 cas sur un total communal de 276.

- Indigents

77% des 1917 indigents de la commune, sont des femmes (1477). La zone Nyabihanga est la plus touchée avec 906 cas.

10.1.4. Les handicapés

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord la réhabilitation physique, médicale, psycho-sociale et l'enseignement spécialisé.

Le tableau 10.3 indique les catégories des personnes handicapées dans la commune.

La commune compte 355 handicapés physiques dont 195 femmes soit 55% et 160 hommes (45%).

Le nombre des handicapés de naissance est le plus élevé. Ils sont 133, soit 37%.

Il faut signaler que le cas des personnes âgées non assistées un véritable problème social dans la commune.

10.2. HABITAT

10.2.1 : Caractéristiques de l'habitat

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons, entourées par une clôture : c'est le « rugo ». Ces constructions sont noyées dans les bananiers pour la plupart des cas.

Le rugo désigne une concession de plusieurs cases ou bien une case isolée. Ces constructions sont entourées par une enceinte en bois, en bambou, en herbes tressées ou bien en végétal et couverte de paille.

Le paysan apporte le maximum de soins à sa construction, toit en tôle et murs en briques dans le meilleur des cas. Le grenier « ikigega » flanque toujours la maison.

Les tableaux 10.4 et 10.5 indiquent la situation des maisons et leur commodité dans la commune.

La crise socio-politique n'a pas épargné la commune. En effet, 560 maisons ont été détruites. 147 maisons ont été reconstruites en 2004, soit 26%. (cfr. tableau 10.5).

Tableau 10.3 : Situation de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons par type de mur						Nombre de maisons par type de toiture						Nombre de maisons par type de pavement					
	Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé		
	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Tôles	Tuiles	Chaume	Tôles	Tuiles	Chaumes	Ciment	Terre battue	Carreau	Ciment	Terre battue	Carreau
Nyabihanga	-	51	15	32	15.337	221	-	50	16	1.646	12.008	2.090	-	66	-	181	13.378	1.993
Total communes	18	122	254	465	36748	18530	98	104	201	8.570	23.885	23.279	95	256	1	4.331	46.087	3.367
Total	394			55.743			403			55.734			352			55.785		

Source : Administration communale, enquête sur l'habitat rural 2004.

Tableau 10.4 : Commodité de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons avec électricité				Nombre de maisons raccordées en eau				Nombre de maisons avec toilettes/Latrines					
	Groupé		Dispersé		Groupé		Dispersé		Groupé			Dispersé		
	Electricité	%	Electricité	%	Sans eau	Avec eau	Sans eau	Avec eau	Sans	Intérieur	Extérieur	Sans	Intérieur	Extérieur
Nyabihanga	-	-	4	6	-	-	3.509	4.681	-	-	46	114	3	7.572
Total province	29	100	69	100	120	8	24.041	4.707	42	11	342	1.047	27	36.284

Source : Administration communale/Nyabihanga/Mars 2006

Tableau 10.5: Besoins en reconstruction de l'habitat rural

Communes	Nombre de maisons détruites	Nombre de maisons reconstruites	Nombre de maisons non encore reconstruites	Demandeurs
Nyabihanga	560	147	413	143
Total province	3108	1978	1216	1117

Source : Administrations communales/Nyabihanga/Mars 2006

10.2.1. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Depuis 1990, le Ministère du Développement Communal contribue à l'exécution de la politique générale de l'habitat par la promotion de la production et l'utilisation de tuiles comme matériaux de couverture et ce, à travers la diffusion d'un type de four pour cuisson dénommé « FOUR-TUNNEL », la formation d'artisans, l'évaluation du potentiel de matières premières et la protection de l'environnement.

La disponibilité de matériaux locaux de construction dans toute la commune est un atout pour la reconstruction.

La commune compte :

- 1 four tunnel;
- 3 briqueteries ;
- 2 sites d'extraction de sable ;
- 1 site d'extraction du gravier ;
- 2 sites d'extraction de moëllon.

Tableau 10.6: Disponibilité des matériaux locaux de construction

Zone	Localité	Fours tunnels	Briqueteries	Sable	Gravier	Moëllon	Carrière
Kibungere	Iteka	1	-	-	-	-	-
	Muyebe	-	-	1	-	-	-
	Musongati	-	-	-	1	1	-
Muyange	Mbogora	-	-	1	-	-	-
Nyabihanga	Kibogoye	-	1	-	-	-	-
	Muterama	-	1	-	-	-	-
	Murama	-	1	-	-	-	-
	Kibungo	-	-	-	-	1	-
Total commune		1	3	2	1	2	0

Source : Administrations communale/Nyabihanga /Mars 2006

10.3. INTERVENANTS

En matière d'action sociale, comme dans les autres communes, à part le CDF, seul le CPLS appui les groupes vulnérables cibles à travers les sous projets présentés par les ASBL ou associations agréées (cfr ci-dessous). Pour l'habitat il n'existe pratiquement pas d'intervenants.

Tableau 10.7 : Intervenants dans l'Action sociale dans la Commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
C.D.F.	Toute la commune	F.A.O.	Semences pomme de terre et maraichères	Population
COPALS	Zone Nyabihanga	CPLS	Restaurant	PVVS
Université de Mwaro	Toute la commune	CPLS	Scolarisation	OEV
Front de croix	Toute la commune	PAM	Nourriture	PVVS

Source :CDF/CPLS Mwaro/Mars 2006

10.4. CONTRAINTES

- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- caractère artisanal de briqueteries ;
- matériaux importés de construction peu accessibles suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- absence de partenaire de la reconstruction.

CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments.

Il n'y a pas de médecin dans la commune. Pour une population de 58216 habitants, il n'y a que 12 infirmiers, soit 4851 personnes pour 1 infirmier. Cette norme est beaucoup supérieure à la norme internationale de l'OMS qui est de 3000 personnes pour un (1) infirmier.

La paupérisation qui sévit dans le milieu rural ainsi que de l'éloignement des collines par rapport au Centres de Santé, mettent la grande partie de la population dans une situation difficile pour accéder à des soins de qualité.

11.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

Le paludisme sévit à l'état potentiellement épidémique et constitue la cause principale de décès dans la commune en 2005.

En effet, le paludisme touche toutes les catégories d'âge de la population dans la commune.

11.2. MEDECINE PREVENTIVE (DONNEES SUR LA VACCINATION)

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers le matériel de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole ;
- la poliomyélite ;
- l'*Haemophilus influenzae* de type B ;
- l'Hépatite virale B ;

Durant cette année, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

A partir de 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'*Haemophilus influenzae* de type B.

Les effectifs de personnes vaccinées contre différentes maladies dans la commune sont :

VAT2-VAT5	: 601 ;
BCG	: 2105 ;
Polio3	: 7929 ;
DTC Pentavalent	: 6136 ;
Rougeole	: 2070.

11.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH

La commune dispose d'un centre de dépistage.

En 2005, sur 563 personnes dépistées, 27 séropositives dont 18 femmes, soit 66,66 % dans cette commune. Ceci montre que les femmes sont plus infectées par le VIH/SIDA que les hommes.

Le détail des résultats par âge :

- de 0-14 ans : 3 séropositifs dont 2 femmes ;
- de 15-29 ans : 8 séropositifs dont 5 femmes, soit 62,5 % ;
- de 30 ans et plus : 16 séropositifs dont 11 femmes, soit 68,75 %.

11.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la province sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles.

On rencontre les tradithérapeutes dans les zones Muyange et Nyabihanga par contre on trouve les accoucheuses traditionnelles dans les 3 zones de la commune comme l'indique le tableau 11.1.

La commune compte 30 tradithérapeutes connus officiellement et 58 accoucheuses traditionnelles dont 29 formées ayant reçu des kits et 29 formées sans kits.

La médecine traditionnelle joue probablement un rôle important et méconnu. Le recours au guérisseur est particulièrement évident pour les malades habitant loin des centres de santé.

En outre, le prix des médicaments prescrit par l'infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Ajoutons que les 2 formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l'échec de la médecine moderne, on s'adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

Tableau 11.1 : Situation de la médecine traditionnelle

Zone	Tradithérapeutes		Accoucheuses traditionnelles			
	Tradi. Connus officiellement	Trad. Ayant des liens avec méd. moderne	Formées avec kit	Formées sans kit	Non formées	Effectif total
Kibungere	0	0	11	11	0	22
Muyange	18	0	7	7	0	14
Nyabihanga	12	0	11	11	0	22
Total Commune	30	0	29	29	0	58

Source : DPS/CPLS/Mwaro/Mars 2006

11.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES

11.5.1. Etablissements sanitaires

La commune Nyabihanga compte 4 établissements sanitaires dont 4 Centres de santé et 1 clinique mobile. La répartition spatiale de ces établissements est la suivante :

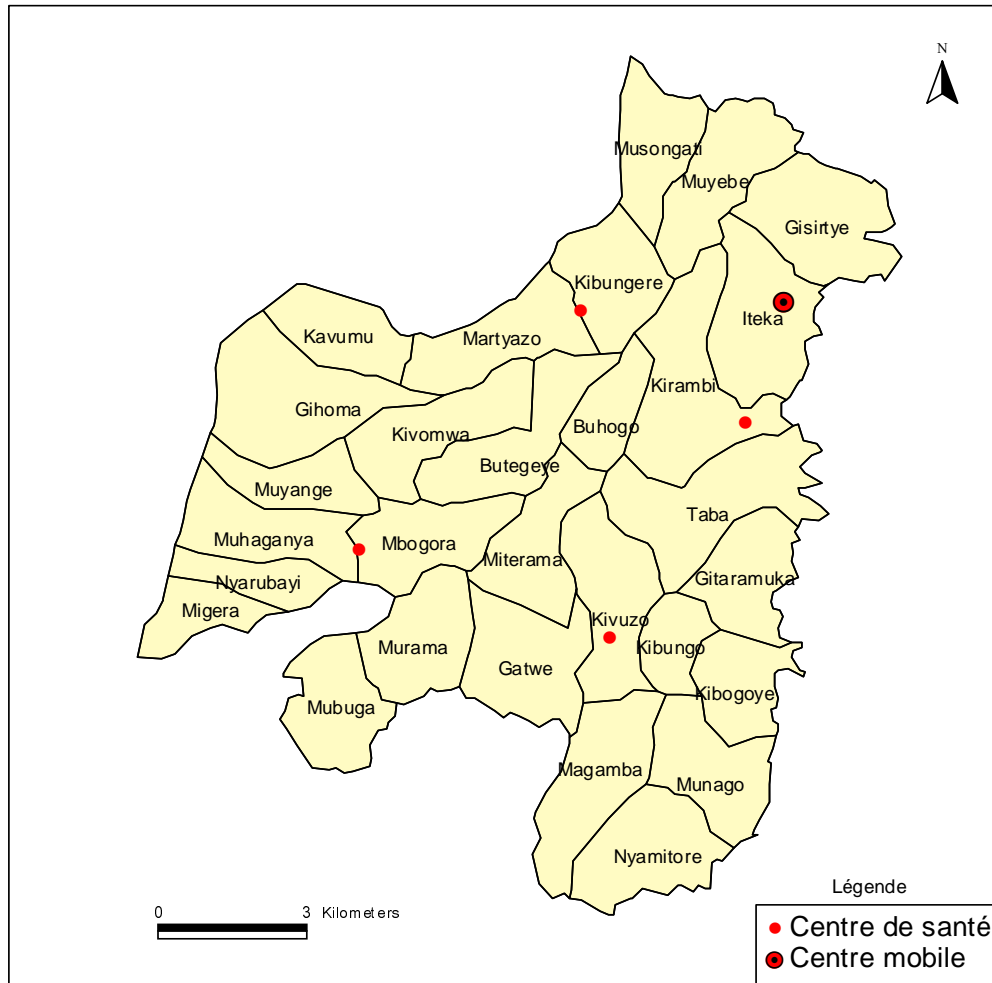
- zone Kibungere : 1 centre de Santé à Kibungere Centre, 1 clinique mobile sur la colline Musama qui dépend de l'hôpital Kibimba en commune Giheta. Le Centre de santé de Kibungere dessert les 8 collines de recensement de la zone ;
- zone Muyange : 1 Centre de Santé à Mbogora qui dessert les 9 collines de recensement de la zone;
- zone Nyabihanga : 1 Centre de Santé à Nyabihanga et 1 Centre de Santé à Munago qui desservent les 11 collines de recensement de la zone.

Il faut noter que ces Centres de Santé de la commune desservent également des collines avoisinantes des communes limitrophes.

Cette répartition montre que la couverture sanitaire de la commune est très faible. Les infrastructures sanitaires existant sont très insuffisantes.

Il n'y a pas de pharmacies dans la commune. L'accès aux médicaments est difficile pour la population de la commune, qui doit parcourir plusieurs kilomètres pour s'approvisionner. En cas de complication, le malade est évacué à l'hôpital de Kibumbu en commune Kayokwe, hôpital de première référence de la province Mwaro. Ce qui alourdit les dépenses pour une population rurale déjà démunie.

Carte n°3 : Infrastructures sanitaires



11.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Le tableau 11.2 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par établissement sanitaire et par zone dans la commune.

Les établissements sanitaires de la commune disposent au total de 39 et ils ont enregistré 25.993 consultations, soit 619 consultations par mois, 972 malades hospitalisés au cours de l'année 2005. Le taux de fréquentation est estimé à 44,60%.

Le Centre de Santé de la Zone Kibungere dispose de 8 lits. Il a enregistré 5364 consultations et 48 malades hospitalisés au cours de 2005.

Le Centre de santé de Mbogora dans la zone Muyange, a 31 lits pour l'hospitalisation. 7212 personnes ont été consultées dans le Centre et 684 malades hospitalisés en 2005.

Les Centres de Santé de Nyabihanga et de Munago de la zone Nyabihanga, ne disposent plus de lits. Ils ont enregistré respectivement 7476 et 5820 consultations en 2005. 240 malades ont été hospitalisés au Centre de Santé de Nyabihanga centre.

Tableau 11.2 : Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zone	Localité	Collines desservies	Centre de santé		
			Cons./ mois	N.L.	N.H/mois
Kibungere	Kibungere	9	447	8	4
Muyange	Mbogora	9	601	31	57
Nyabihanga	Nyabihanga	6	485	0	0
	Munago	6	623	0	20
Total Commune		30	2156	39	81

Source : DPS/Mwaro/ 2006

Cons. : Consultation N.L. : Nombre de lits N.H. : Nombre d'hospitalisation

11.6. RESSOURCES HUMAINES

Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 12 Infirmiers dont 5 femmes; (5 infirmiers A2, 7 infirmiers A3) ;
- 1 Technicien de promotion de santé du niveau A2 ;
- 1 Laborantin (paramédical).

Au total 14 agents soignants pour une population de 58.216 habitants. Il n'y a pas de médecin dans la commune.

La répartition de ce personnel à travers la commune laisse apparaître une nette disparité entre les zones.

Le personnel d'appui est composé de 13 personnes dont 5 (1 homme et 4 femmes) formé sur le tas (aides infirmiers et microscopistes).

11.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU

Les sources aménagées constituent l'essentiel des infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune. Le réseau d'adduction existe seulement dans les chefs-lieux de la commune et des zones et dans quelques collines. Mais depuis la crise politique du mois d'octobre 1993, la plupart des infrastructures d'eau ont été détruites dans la commune ; d'autres sont tombées en ruine et ne sont plus en fonction faute d'entretien et de maintenance.

11.7.1. Situation d'approvisionnement en eau potable

Les tableaux ci-dessous présentent la situation d'alimentation en eau potable dans la commune. On compte 272 points d'eau utilisés par 15335 ménages dans la commune. La zone Nyabihanga est la plus couverte avec 111 points d'eau, soit 41% ; suivie de Muyange avec 88 points d'eau, soit 32% des points d'eau de la commune. La zone Kibungere est la moins desservie en eau potable. Elle compte 73 points d'eau, soit 27%.

Sur les 217 sources aménagées dans la commune, 102 sont fonctionnelles, soit 47% ; 115 sources aménagées ne sont pas fonctionnelles, soit 53%.

Le réseau d'adduction avec un linéaire total de 35,1km, dessert 11 collines sur les 29 que compte la commune.

Il existe 23 bornes fontaines dont 18 (78%) ne sont pas fonctionnelles. Le nombre de réservoirs est de 26.

Selon les normes de l'OMS, il faut un point d'eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. Dans la commune aucune zone ne répond à ces conditions. Les zones ont des normes comprises entre 0,06 et 0,14 points d'eau/500 m. La moyenne communale est 0,278 points d'eau/500m.

Il faudrait multiplier réhabiliter tous les points d'eau en panne et aménager de nouveaux pour atteindre les normes.

Tableau 11.5 : Situation des Infrastructures de l'Approvisionnement en eau

Zones	Sup . Km ²	Nbre de ménag es	Nombre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Nombre total de points d'eau					
												Fonction nels	Non fonction nels	Total	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nombre de points d'eau fonctionnels / 500 m
Kibungere		4193	27	35	21	0	7	4	0	0	4	31	42	73	44	58	0,06
Muyange		4352	28	30	31	5	7	18	0	0	0	51	37	88	39	64	0,10
Nyabihanga		15357	47	50	13	0	4	10	0	0	0	57	54	111	62	61	0,14
Total commune	143,44	15335	102	115	65	5	18	32	0	0	4	139	133	272	49	70	0,278
Total Province	839,60	55177	472	728	434	159	114	201	0	0	14	832	842	1674	30	31	1,664

Source : RCE /Mwaro/Mars2006

Tableau 11.6 : Réseau d'adduction d'eau

Zone	Nombre de réseaux		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
	BFF	BFNF				
Kibungere	0	7	9	2	6	14,6
Nyabihanga	0	4	9	6	7	8,5
Muyange	5	7	8	3	5	12
Total Commune	5	18	26	11	18	35,1

Source : RCE/Mwaro/Mars 2006

11.7.2. Mode de gestion et d'entretien des infrastructures d'eau

La gestion des infrastructures d'eau en milieu rural est assurée par la Direction Générale de l'Hydraulique Rurale (DGHR) à travers les Régies communales de l'Eau (RCE). L'entretien courant des installations d'eau étant assuré par les Comités usagers des points d'eau et les fontainiers communaux.

11.8. LES INTERVENANT

Outre l'Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé dans la commune Bisoro. Les appuis que ces organisations apportent sont :

- approvisionnement en médicaments et matériel médico-technique ;
- renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- appui logistique.

Les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM intervient par la distribution de vivres.

La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA.

La Coopération Technique Belge (CTB) intervient dans la réhabilitation des Centres de Santé de la commune et dans le renforcement des capacités (formation), du personnel soignant.

11.8. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructure sanitaire dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois général et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité.

Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune.

La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolement. Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.

La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé. La promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.

La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'émergence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies, il existe 65 sources non aménagées dans la commune. Dès que ces sources seront aménagées, la desserte en eau potable serait 100% dans la commune.

- Rechercher des financements ;
- Réhabiliter les infrastructures d'eau détruites et non fonctionnelles ;
- Aménager de nouvelles infrastructures d'eau ;
- Sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau.

CHAPITRE XII : EDUCATION

12.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

12.1.1. Enseignement primaire

La commune compte 20 écoles primaires publiques toutes de cycle complet avec 127 salles de classes. Ces écoles sont localisées dans les collines de recensement de chacune des 3 zones.

Dans la zone Kibungere, il y a 7 écoles primaires dans 6 collines de recensement sur 8 disposent d'écoles primaires. Les 2 collines de cette zone qui n'en disposent pas sont Muyebe et Buhogo.

Dans la zone de Nyabihanga, on dénombre 7 écoles primaires dans 6 collines de recensement sur 12. Les six autres collines sans écoles sont Gitaramuka, Kibungo, Kivuzo, Nyamitore, Miterama et Mubuga.

Dans la zone Muyange, 6 écoles primaires sont réparties dans 5 collines de recensement sur 9. Il n'y a pas d'écoles dans les collines Butegeye, Kavumu, Muyange et Nyarubayi.

La couverture spatiale de l'enseignement primaire peut être estimée à 58% dans la commune.

Au cours de cette année scolaire 2005-2006, l'enseignement primaire compte 12.953 élèves dont 6829 filles (53%) et 6124 garçons (47%). (cfr. Tableau 12.1)

La commune compte 271 Enseignants dont 116 femmes, soit 43%.

L'effectif des élèves inscrits en première année est de 3.636. Il a presque doublé du fait de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de l'Enseignement primaire. L'effet immédiat est la surcharge des salles de classes avec en moyenne 111 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres. Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de l'enseignement primaire. Le rapport élèves/maîtres qui est de 48 dénote la pratique de la double vacation des maîtres et de locaux en vue de la scolarisation universelle. Le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune.

Toutes les écoles ne disposent pas de latrines. Aucune école n'est électrifiée dans la commune.

Tableau 12.1. : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

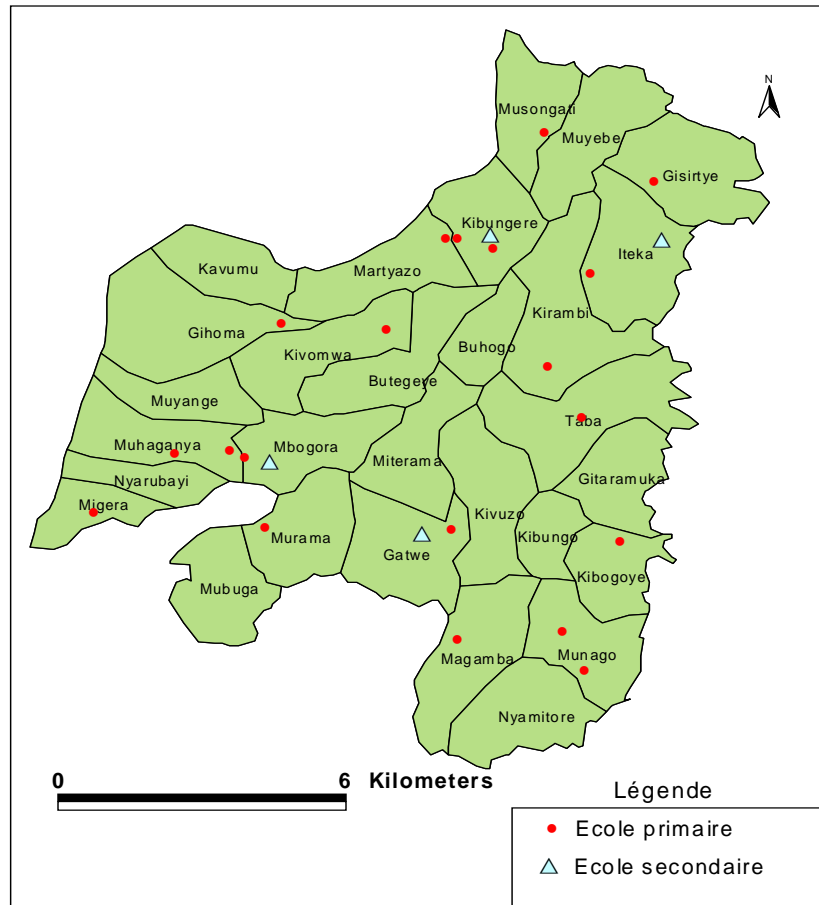
Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Primaire										
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre bancs pupitres	Effectif des élèves			Effectif des élèves inscrits en première année	Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC			G	F	T			Elèves/Salle	Elèves/Ens.
Kibungere	7	7	41	879	1702	1900	3602	896	80	88	45
Nyabihanga	7	7	45	1184	2588	2921	5509	1237	111	122	50
Muyange	6	6	31	953	1834	2008	3842	977	80	124	48
Total Commune	20	20	117	3016	6124	6829	12.953	3.636	271	111	48

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Carte n° 4 : Infrastructures scolaires 2005-2006



12.1.2. Enseignement secondaire général

La commune compte 4 Collèges Communaux d'Enseignement Général Public répartis dans chacune de ses zones dont 1 Collège sous convention dans la zone Kibungere en colline Iteka à Musama.

On dénombre 19 salles de classes avec 1074 élèves dont 550 Filles (51%) et 41 Enseignants dont 11 femmes comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

L'effectif moyen est de 56 élèves par classe, avec un ratio élèves/enseignant de 26 (cfr tableau 12. 2) au cours de l'année scolaire 2005-2006.

Tableau 12.2 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Kibungere	2	1	6	185	132	317	16	53	20
Nyabihanga	1	1	7	143	154	297	17	42	17
Muyange	1	1	6	196	264	460	8	77	58
Total Commune	4	3	19	524	550	1074	41	56	26

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Tableau 12.3: Situation du personnel enseignement dans la province par sexe

Zones	Ecoles primaires			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Total
Kibungere	50	30	80	14	2	16
Nyabihanga	64	47	111	10	7	17
Muyange	41	39	80	6	2	8
Total Commune	155	116	271	30	11	41

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

Il n'existe d'établissement ni d'enseignement secondaire technique ni d'enseignement supérieur dans la commune.

12.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL

12.2.1. Les écoles Yaga Mukama

Il y a 5 écoles Yaga Mukama dans la commune avec 7 salles de cours, 1719 élèves dont 911 Filles (53%) Année scolaire 2005-2006. Ces écoles sont parties comme suit :

- zone Kibungere : 2
- zone Nyabihanga : 2
- zone Muyange : 1

La formation dispensée dans les écoles Yaga Mukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

12.2.2. Les centres d'alphabétisation

La commune ne compte que deux (2) centres d'alphabétisation fonctionnelle en 2005/2006 avec 70 apprenants dont 54 femmes (77%). Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage moderne, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs le manque de suivi.L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

12.2.3. Les Ecoles de Métiers

Il n'existe qu'une (1) seule Ecole de Métier dans la commune, zone Muyange, colline Mbogora, avec 3 salles de classes, 19 élèves dont 15 filles (79%). Le métier enseigné est la couture.

12.3 INTERVENANTS

Outre l'Etat, d'autres partenaires apportent divers appui au secteur dans la commune. Il s'agit de :

- Banque Mondiale à travers l'ONG Twitezimbere dans la construction des bâtiments scolaires et le renforcement des capacités de Enseignants ;
- Union européenne à travers le PREBU dans la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des équipements mobiliers ;
- UNICEF dans la production des manuels, appui en fournitures aux élèves et réhabilitation des bâtiments scolaires.
- AFVP dans la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des équipements mobiliers.

12.4. CONTRAINTES

Les principales contraintes de l'éducation dans la commune sont l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

12.4.2. Perspectives

- Créer des écoles primaires dans les 9 collines que n'en disposent ;
- Créer d'autres Collèges Communaux ;
- Construire des Bâtiments ;
- Réhabiliter les bâtiments scolaires en mauvais état ;
- Recruter des enseignants,
- Equiper les établissements scolaires ;
- Construire des latrines dans les écoles ;
- Approvisionner les établissements scolaires en eau potable ;
- Etc.....

CHAPITRE XIII : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE

13.1. ENCADREMENT DES JEUNES

La population de la commune est majoritairement jeune. Dans la commune, la seule structure d'encadrement de la jeunesse est le Centre Jeunes (service public) de Nyabihanga. Ce Centre encadre 96 jeunes dont 27 filles. Les jeunes des autres zones de la commune se débrouillent eux-mêmes tant bien que mal à se promouvoir.

13.2. SPORT

En matière de sport, la commune ne compte que 2 terrains de football : l'un situé dans la zone Nyabihanga en colline Miterama et l'autre dans la zone Muyane en colline Mbogora. Il existe un seul club de football dénommé SAYANGANA F.C. dans la Muyange.

Outre l'Etat, d'autres partenaires apportent divers appui au secteur dans la commune

13.3. CULTURE

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc...

La commune détient ses mœurs et sa propre danse folklorique :

- « Amayaya » ;
- « Akazehe» poésie coutumière ;
- « ibicuba » poésie d'élevage des bovins ;
- « Amazima y'ubuhuzi » poésie valorisante ;
- Culte de « Kiranga ».

La commune dispose d'un centre d'animation culturel à Nyabihanga centre.

13.4. INTERVENANTS

Tableau 13.1 : Liste des intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
CPLS	Toute la province	Banque Mondiale	Encadrement des centres jeunes	La jeunesse de Mwaro
Ministère de la Jeunesse et Sport	Toute la province	L'Etat	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro
Collectif des associations sportives de Mwaro	Toute la province	CPLS, et autres âmes de bonne foi	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro

Source : Cabinet du Gouverneur Mwaro/Mars 2006

13.5. CONTRAINTES

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

Les autres contraintes sont liées à :

- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.

13.4. PERSPECTIVES

Les jeunes occupent une place de choix pour le développement durable du pays, pour ce faire il faut :

- renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus par les activités sportives ;
- renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes;
- former les jeunes à l'entrepreneuriat ;
- promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes.

CHAPITRE XIV : JUSTICE

14.1. SERVICES JUDICIAIRES

Il existe un (1) Tribunal de Résidence à Nyabihanga, seul service judiciaire dans la commune. Les infrastructures de ce Tribunal sont des locaux propres qui sont actuellement en très mauvais état. Son équipement est composé de 2 machines à écrire, 8 tables, 2 étagères, 12 chaises, 18 bancs et autres petits outils de travail. Cet équipement d'après le Président du Tribunal, est très insuffisant compte tenu du travail à faire.

Concernant la performance du Tribunal, le nombre de dossiers à traiter au cours de l'année 2005 était de 119 dont 30 dossiers restant l'année précédente et 89 dossiers enregistrés.

En considérant le nombre de dossiers jugés et clôturés qui est de 76 on peut dire que 71% des dossiers ont été jugés et clôturés.

Cependant, sur les dossiers jugés et clôturés qui sont de 80, le nombre de dossiers exécutés est de 60 soit 75% des dossiers exécutés.

Ce qui montre que le Tribunal est performant tant aux dossiers exécutés qu'aux dossiers jugés et clôturés.

14.2. JUSTICE GRACIEUSE

Dans la commune, la justice gracieuse est rendue par 1280 notables et les élus collinaires dont 435 dans la zone Nyabihanga, 536 dans Muyange et 306 dans Kibungere.

Elle est rendue d'une façon arbitrale et réconciliatrice. Les litiges qu'elle tranche sont tous confondus par ignorance des lois pénale et civile. La nature des sentences rendues est la réconciliation et l'arbitrage aboutissant à de conseils.

La relation de continuité entre la justice gracieuse et la justice moderne existe ; mais pas toujours.

14.3. INTERVENANTS

Outre l'Etat, d'autres partenaires apportent divers appuis au secteur dans la commune

Tableau 14.1 : Intervenants en matière de justice la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
RCN	Toute la province	Union européenne	Formation du personnel et appui en équipement	Services judiciaires et ligue des droits de l'homme
Ligue Iteka	Toute la province	Union européenne	Appui des services judiciaires pour les litiges pénaux	Personnels judiciaires et justiciables
APRODH	Toute la province	Union européenne	Appui aux personnes victimes de violences de toute sorte	Victimes de violences et prisonniers

Source : TGI Mwaro/Mars 2006

14.3. CONTRAINTES

Les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport, de communication ;
- délabrement et vétusté des locaux
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, etc ...

14.4. PERSPECTIVES

- Allouer un budget conséquent au secteur de la justice ;
- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires ;
- Rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation juridique ;
- Réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;
- Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion.

CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

SECTEURS	ATOUPS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Gamme variée de spéculations agriculture - Main d'œuvre abondante et laborieuse - Faible densité de la population offrant des espaces de culture - Demande toujours croissante en produits agricoles - Retour de la paix avec possibilité de retour des financements 	<ul style="list-style-type: none"> a) Cultures vivrières <ul style="list-style-type: none"> - Exiguïté des terres - Manque de semences de qualité - Manque d'intrant agricoles - Encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structures (organisation inadaptée, démotivation du personnel, financières) b) Culture industrielle <ul style="list-style-type: none"> - Maladies - Conjoncture internationale des prix défavorable 	<ul style="list-style-type: none"> - Varier les spéculations les orientant la recherche vers des cultures oléagineuses - Créer un centre semencier - Doter l'agronome communal d'un moyen de déplacement et d'autres matériels de travail <ul style="list-style-type: none"> - Recruter des moniteurs/assistants agricoles pour toutes les collines de la commune - Former/recycler l'agronome communal - Promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles - Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions

Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Climat favorable à l'élevage - Existence de 2 pharmacies vétérinaires privées - Existence des couloirs d'aspersion privés en bon état et fonctionnels - Aire d'abattage privée à Nyabihanga centre en bon état 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de pâturages - Manque d'encadrement - Centre de santé vétérinaire public en mauvais état et non fonctionnel - Un dipping-tang de en mauvais état et non fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Relancer l'encadrement - Réhabiliter le centre de santé vétérinaire - Réhabiliter le dipping-tang - Introduire les infrastructures d'élevage - Promouvoir les cultures fourragères - Vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires
Pêche et pisciculture	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de 2 étangs 	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence de la pêche 	<ul style="list-style-type: none"> - Implanter dans la province, un service technique chargé de la pisciculture ; - Promouvoir les initiatives individuelles en matière de pisciculture ; - former les paysans en les techniques piscicoles ; - produire les alevins appropriés pour l'empoissonnement ; - promouvoir le micro crédit pour les pisciculteurs.

<p><u>Forêt</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des boisements artificiels 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts (défaillance de la coordination intersectorielle) - Manque de personnel, des moyens matériels et financiers - La non structuration de la filière bois - La non disponibilité des essences dans les pépinières- Absence de suivi régulier- Déboisement illicite- La pratique de feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts - Renforcer les capacités du personnel - Former des pépiniéristes communautaires - Disponibiliser les semences pour les pépiniéristes - Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et de feux de brousse - Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement
<p>Habitat</p>	<ul style="list-style-type: none"> - disponibilité des matériaux de construction 	<ul style="list-style-type: none"> - le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ; - caractère artisanal de briqueteries ; - matériaux importés de construction peu accessibles suite au faible pouvoir d'achat de la population ; - absence de partenaire de la reconstruction. 	<p>Appuyer la reconstruction des maisons</p>

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Approvisionnement en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Une multitude de ressources en eau non aménagées sources d'urgence, aquifères et des cours d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financement pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménagée les nouvelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Rechercher des financements - Réhabiliter les infrastructures d'eau détruites et non fonctionnelles - Aménager les nouvelles infrastructures d'eau - Sensibiliser la population à la bonne utilisation à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau - Redynamiser les R.C.E
Energie		<ul style="list-style-type: none"> - Pas de courant électrique ni de plaque solaire 	<ul style="list-style-type: none"> Connecter la commune sur le réseau électrique de la province
Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> - Divers types d'artisanat : - Artisanat de production - Artisanat de service - Artisanat d'art 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'un solide et stable textes législatif appropriés - Absence d'encadrement et la promotion de l'artisanat - Insuffisance de formation de perfectionnement et de qualification des artisans - Insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humain, matérielles et financières) 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation - Améliorer le système d'approvisionnement des matières premières - Promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales - Promouvoir l'action des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux - Organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exportation

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Santé		<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'infrastructures sanitaires - Problèmes de la qualité des soins dispensés - Insuffisance/manque du personnel de la santé et des produits de soins - Présence des maladies - Manque d'équipement sanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Financer la construction des centres de santé - Nécessité d'un équipement sanitaire adéquat et moderne - Doter les centres de santé d'un personnel qualifié et suffisant - Former, sensibiliser et motiver le personnel soignant promouvoir les soins de santé préventifs primaires (soutien technique et financier)
Education	Perception positive de la population	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures scolaires - Manque d'équipements, des matériels didactiques - Manque d'enseignants - Certains écoles en mauvais état 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des écoles primaires dans les 9 collines qui n'en disposent pas - Créer d'autres collèges communaux - Réhabiliter les établissements scolaires en mauvais état - Recruter des enseignants - Equiper les établissements scolaires - Construire les latrines dans les écoles <ul style="list-style-type: none"> - Approvisionner les établissements scolaires en eau potable

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Jeunesse Sport et culture	Population jeune	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse organisationnelle des jeunes - Manque et insuffisance de la concertation et la collaboration entre les associations - Manque ou inefficacité des structures l'appui à l'insertion économique des jeunes - Manque de moyens encadrement à la modalité des moyens consacrés au secteur de la Jeunesse, au regard de l'immensité des besoins - Manque d'encadrement sportif 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'encadrement de la Jeunesse par les activités génératrice de revenus - Renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre abus des adultes délinquants - Former les jeunes à l'entrepreneuriat - Promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Justice	Présence de tribunaux	<ul style="list-style-type: none"> - Lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures - Complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres à la succession et l'application du code des personnes et de la famille - Personne non qualifiée - Manque de formation spécialisée - Conditions de travail très précaires - Manque de moyens de transport et de communication - Délabrement et vétusté de locaux Insuffisance de matériel d'usage, d'équipement 	<ul style="list-style-type: none"> - Allouer un budget au secteur de la justice - Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires - Rendre fonctionnels les centres d'étude et de documentation juridiques - Reformuler le cadre légal et clarifier les procédures - Accorder un salaire encourageant - Traduire les textes de la loi en Kirundi, veiller à leur diffusion

SECTEURS	ATOUS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Action Sociale		<ul style="list-style-type: none"> - Pas des mesures et actions de protection des enfants en difficulté - Difficulté de survie des veuves et mères célibataires - Pas de structure s'occupant de la réhabilitation sociale des personnes handicapés 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des mesures et action de protection des enfants en difficulté - Secourir les veuves et mères célibataires
Commerce et services	Diversité de la production agricole, animale et artisanale	<ul style="list-style-type: none"> - marchés ruraux existants non construits ; - mauvais état des pistes rurales ; - insuffisance de pistes rurales, - manque des services de postes et télécommunications. 	<ul style="list-style-type: none"> Réhabiliter les pistes rurales Aménager les marchés Installer les services de postes et télécommunications.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Nyabihanga est limitée au Nord par la commune Ndava et la province Gitega (commune Giheta), au Sud par la commune Kayokwe, à l'Est par la province Gitega, à l'Ouest par la commune Ndava.

Elle s'étend sur une superficie 143,44 km², ce qui représente 17% de la superficie de la province Mwaro et 0,52% de celle du pays. Son chef-lieu est Nyabihanga.

Sa population est estimée à 58216 habitants en 2005, soit 23,51% de la population la province Mwaro et 0,780% de celle du pays. Sa densité de 406 habitants /km² se compte parmi les plus élevées du pays.

La commune Nyabihanga s'étend dans toute sa totalité sur la région naturelle du Kirimiro. Le climat est du type tropical tempéré par l'altitude. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1.200 m avec une température moyenne annuelle variant entre de 19°C et 20°C. Sur le plan administratif, la commune comprend 3 zones, à savoir : Kibungere, Muyange, et Nyabihanga. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 29 collines de recensement. Sur le plan agricole, la commune produit une gamme variée de vivriers, dont les productions ont évolué en dents de scie ces cinq dernières.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit des certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existants, mais abandonnés ;
4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décentes et en les motivant par l'amélioration des condition de travail ;
5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;

7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification des la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la communes.

Les cultures tels que le thé et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.

BIBLIOGRAPHIE

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005.
13. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAAE/Mwaro: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Mwaro (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

ANNEXES

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE MWARO

Mwaro, le 17 août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le jeudi, dix-septième jour du mois d'août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Mwaro, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Mwaro et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune Bisoro
2. La monographie de la commune Gisozi
3. La monographie de la commune Kayokwe
4. La monographie de la commune Ndava
5. La monographie de la commune Nyabihanga
6. La monographie de la commune Rusaka
7. La monographie de la province Mwaro

Fait à Mwaro, le 17 août 2006

L'Antenne provinciale
du Plan

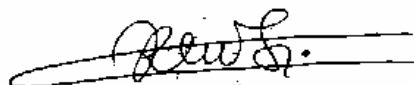

HABONAYO Ernest

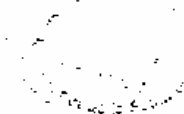
VNU Spécialiste représentant le SPPL


ESSOTINA Tchagnaou

Le Gouverneur de la Province

Madame NDAYISHIMIYE Rénilde





**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX DES SERVICES AYANT PARTICIPE
A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE
DE MWARO**

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	NDAYISHIMIYE Rénilde	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	GAIJUNGU Christophe	Conseiller Socio-culturel du Gouverneur	Jeunesse, Sport et Culture	
3	NDARUZANIYE André	Conseiller Principal du Gouverneur	Habitat	
4	NIJEMBAZI Bernard	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport	
5	NDIHOKUBWAYO Eric	Directeur Hôpital Kibumbu	Santé	
6	NGENDAKUMANA Jérôme	Chef Antenne Urbanisme	Habitat	
7	HUREGE Godeberthe	Chef Pers. DPAE	Démographie	
8	BARANKANIRA Pancrace	Coordonnateur Provincial des Métiers	Industrie et Artisanat	
9	NDIKURIYO Sylvie	Responsable CDF	Action Sociale	
10	BIZIMUNGU Epitace	Chef Service Prod. Végétale DPAE	Agriculture	
11	NIRAGIRA Déo	Magistrat TGI	Justice	
12	NTEMAKO Gilbert	DPAE	Elevage	
13	NTAHIMPERA Révérien	Coordonnateur Provincial des Régies Communales de l'eau	Eau	
14	NTIKANDAGUZWA Cyriaque	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
15	NTIRUMERA Eméry	ABP	Communication	
16	NDAYIZEYE Ernest	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
17	BIGIRIMANA Liboire	DPE	Education	
18	NDONSE Sylvestre	Inspecteur Provincial des Forêts	Forêts	
19	MUHIZI Godefroid	Responsable Provincial Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
20	HABONAYO Ernest	APP	Description Physique	